JOURNAL GIMUN

Lundi 1er Mars 2021

CONFÉRENCE ANNUELLE 2021





PRESSE

Besma Abdallah SSG pour la presse

Anna Golikova SSG pour la presse

Tilia Benattou Journaliste

Barbara Tabea Journaliste

Chrystelle Dejean Servières Journaliste

DESIGN

Besma Abdallah SSG pour la presse

TRADUCTION

Elisa Ruckstuhl SSG pour la traduction

Coralie Prost SSG pour la traduction

Traducteurs
Maude Saraiva
Jade Le Bellego
Agnès Cristoforetti
Camille Bays
Marion Polvet
Juliette Chastel
Athina Danhier
Charline Bordat
Aude Perrin
Macha Bellec

TABLE DES MATIERES

- 3 Priorités dans le nouvel âge : refaçonner l'avenir
- 5 Redessiner l'avenir : la priorité de notre époque
- 6 UNICEF: L'intégration des enfants réfugiés et migrants dans leurs nouvelles sociétés
- 8 ECOFIN: Commerce électronique et possibilités d'emploi
- 10 OMS : Réorienter les efforts mondiaux de lutte contre les maladies non transmissibles
- Délibération sur le commerce électronique: Créer des opportunités d'emploi en mettant l'accent sur l'inclusion des réfugiés
- C'est un oiseau, c'est un avion, c'est un sac en plastique Pourquoi l'avenir de l'exploration spatiale sera durable, ou sera inexistent
- 15 Dette COVID-19—Faisons-nous des chèques que notre économie ne peut pas encaisser?
- 17 Guerre au Tigré : le sort des victimes
- 19 Ralentir pour mieux avancer
- 20 La question du cyberespace à l'ère de l'intelligence artificielle. Éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationale
- 22 Interview— Chloé Christin, les aspiration de la Gen Z et sa mentalité +=+

MEDIAS



Priorités dans le nouvel âge : refaçonner l'avenir

Par Tilia Benattou

Le monde semble s'être arrêté. C'est du moins l'impression générale, depuis qu'a été instaurée toute une série de confinements et de mesures restrictives dans chaque pays autour du monde. Le temps a ralenti, les jours s'étirant et se confondant comme dans un brouillard. Néanmoins, la situation nous a donné l'occasion de nous arrêter et d'évaluer: quelles sont nos priorités dans un monde qui a changé radicalement au cours des vingt dernières années?

Pour beaucoup, le 21 e siècle était synonyme de futur ; mais à présent nous y sommes, et nous traversons des événements que personne n'aurait pu imaginer. Pour n'en citer que quelques-uns, qui aurait pu s'attendre à la montée du terrorisme et du l'accélération populisme, à réchauffement climatique toujours plus menaçant, ou, plus récemment, à une pandémie qui nous pousse à dépendre de la technologie ? La nouvelle génération devra surmonter encore de nombreux obstacles pour façonner le futur auquel elle aspire.

Pour améliorer notre futur à toutes et à tous, les Nations Unies travaillent sur les objectifs de développement durable pour 2030. Il reste peu de temps pour atteindre ces objectifs, mais ils sont la structure sur laquelle nous devons concentrer nos efforts collectifs. Parmi les 17 objectifs, beaucoup sont directement liés au premier: éliminer la pauvreté sous toutes ses formes. En effet, les suivants portent sur la faim, la santé et l'éducation; des problèmes qui sont, au fond, des conséquences de la répartition inégale des richesses.

Une action internationale est essentielle pour pouvoir attaquer le problème de front. Un effort en termes de fonds monétaires pour soutenir les économies en difficulté serait évidemment d'une grande aide; cependant, chaque pays étant toujours occupé à remédier aux conséquences de la COVID-19,



un tel plan semble difficile à réaliser. Le seul moyen d'atteindre les divers objectifs de développement durable repose pourtant sur un partenariat mondial, et revitaliser la coopération entre les pays est la première étape pour remettre le programme sur la bonne voie.

En effet, la situation liée à la COVID-19 a révélé plus que jamais les disparités entre les pays et les populations, notamment au niveau de la qualité de vie. Les nations ne sont certainement pas sur un pied d'égalité face au virus, et même au sein des frontières nationales, il y a des contrastes flagrants.

Pour combattre la pandémie, il n'y avait qu'une solution: stopper la propagation, au confinements moyen de et d'une socialisation réduite. Comment cela est-il possible quand on n'a pas de chez-soi à proprement parler? Comment peut-on suivre des mesures sanitaires en vivant dans un état de précarité, avec des préoccupations bien plus pressantes en tête? Autant de problèmes quotidiens pour des millions de migrants et de réfugiés fuyant des pays dévastés, qui vivent dans des camps surpeuplés où ils n'ont pas d'autres choix que d'être confinés.

L'ampleur réelle du dysfonctionnement dans le système de santé a été un autre choc. Même s'il est bien connu que dans certaines zones géographiques, l'accès aux services de santé présente toujours des lacunes, la crise du COVID-19 a révélé l'incapacité de faire face à un nombre imposant de patients. Des

pénuries de médicaments, d'équipements technologiques et de professionnels de la santé sont vite apparues, laissant dans le besoin des millions de personnes. Cela ne devrait plus arriver à notre époque, et pourtant ce fut le cas.

Le temps est propice au changement. Il est

temps de bien réfléchir au futur que nous souhaitons pour notre monde. Nombreux sont les objectifs de développement durable qui n'ont pas encore été atteints, et, au cours de cette nouvelle décennie, nous devons agir pour les accomplir. Nous sommes capables de bien plus.

Traduit par Maude Saraiva



Redessiner l'avenir: la priorité de notre époque

Par Barbara Tabea

Tandis que Greta Thunberg parle avec passion de la sauvegarde de la Terre, certaine-s d'entre nous n'agissent toujours pas. Nous connaissons la réalité du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, mais nous ne sommes pas prêt-e-s à modifier nos modes de vie pour sauver la planète. Nous attendons des dirigeant-e-s et scientifiques qu'ils/elles trouvent une solution alors que ce combat est supposé être celui de tous-tes.

Nous devons développer un ensemble de normes et de valeurs qui nous permettront de

préserver l'environnement pour générations futures. Il est nécessaire de faire des concessions et d'abandonner nos modes de vie luxueux afin de garantir que nos arrière-petits-enfants puissent vivre sur cette planète et profiter de ce qu'elle a à offrir. Nous devons adopter de nouveaux réflexes tels que prendre le train au lieu de l'avion, manger moins de fruits importés, trier nos déchets ou ramasser des détritus lors de nos promenades. En s'additionnant, ces gestes peuvent contribuer au ralentissement des problèmes liés climat au l'environnement.

La pandémie nous a motivé-e-s à rejoindre la lutte pour la sauvegarde de notre Terre nourricière en nous montrant ce à quoi le monde pourrait ressembler s'il était moins pollué. Au cours des confinements, nous avons pu contempler des ciels bleus et clairs, et de l'air pur circulait dans nos poumons. Nombre d'entre nous, en particulier celles et ceux vivant dans les pays développés, n'avaient pas respiré un tel air depuis des décennies. Les océans ont retrouvé leur couleur bleue et leur pureté, et la vie aquatique a pu s'épanouir dans son habitat sans interventions humaines. La pandémie nous a donné à voir un autre monde, où l'on pourrait coexister avec la nature.



Toutefois, comme nous le savons, découverte des vaccins va prochainement la fin de la pandémie. Comment pouvons-nous donc nous motiver à continuer nos actions pour la sauvegarde de la planète au bénéfice des générations futures ? La réponse est simple : en interrogeant nos choix. Lorsque vous voulez acheter le dernier iPhone, questionnez-vous sur la composition de ce téléphone et sur les impacts environnementaux de sa fabrication. Dès que vous allez faire du shopping à Zara ou H&M, pensez aux vies que vous mettez en danger au Bangladesh. La pollution de l'eau est principalement due à la mode éphémère. Quand vous entrez dans une boutique de ce type, réfléchissez aux familles qui consomment de l'eau polluée, car vous voulez embellir votre garde-robe.

Souvenez-vous. but de n'est pas questionnements de empêcher d'acquérir ce nouveau gadget ou d'acheter ce vêtement neuf, car ce sont les nécessaires à notre Cependant, au bout du compte, si des milliards de personnes autour du monde se posent ces questions, nous pourrons facilement être capables de faire pression sur les fournisseurs afin qu'ils modifient leurs processus de fabrication d'objets ou même de vêtements. La vie est faite de choix, mais nous devons faire ces choix au regard de la survie des générations futures.

Traduit par Jade Le Bellego

UNICEF: L'intégration des enfants réfugiés et migrants dans leurs nouvelles sociétés

Par Tilia Benattou

Des millions de familles fuient la guerre et la pauvreté à travers le monde. Beaucoup d'enfants sont déracinés, perdent tout ce qu'ils ont toujours connu, et malheureusement pas

toujours pour le mieux une fois arrivés dans un nouveau pays. Dès lors, ils sont confrontés à de nombreux nouveaux obstacles tels que la difficulté d'accès aux services essentiels, la barrière culturelle ou linguistique.

Cependant, le statut de réfugié ou de migrant ne devrait jamais compromettre le droit à une vie épanouie. Un enfant est un enfant et n'est nullement responsable de la situation dans laquelle il se trouve. C'est pourquoi l'UNICEF travaille avec les gouvernements pour les aider à s'intégrer dans leurs nouvelles communautés. Ce programme inclut la réunification des enfants avec leurs familles, l'accès aux services d'aide et se concentre également sur l'accès aux services éducatifs.

Le droit à l'éducation est donc l'un des points cruciaux concernant l'intégration des enfants réfugiés et migrants dans leurs nouvelles sociétés. C'est une manière pour eux de développer des relations saines avec les enfants de leur âge et de s'intégrer dans leur nouveau pays en apprenant sa langue et ses coutumes. De plus, cela permet à ces enfants qui ont tout perdu de reconstruire quelque chose de nouveau, de bâtir un futur meilleur. Pendant des années, l'UNICEF a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer les enfants et, pour ce faire, a souligné l'importance des réformes au sein du système éducatif. Quelques initiatives encourageantes ont été prises.

En Serbie, par exemple, le Ministère de l'éducation a demandé la mise en œuvre de programmes de soutien aux enfants migrants dans les écoles du pays. Par conséquent, des guides pour apprendre à gérer le stress ainsi



que la langue serbe ont été distribués au académique. personnel Liban, Ministère de l'éducation et l'enseignement supérieur a lancé programme «Atteindre tous les enfants avec l'éducation » (RACE). Celui-ci a fait doubler le nombre d'inscriptions au système scolaire public et a ainsi nécessité un réajustement considérable de l'espace éducatif, du coût des inscriptions et du réseau de transport. Par ailleurs, des programmes adaptés aux enfants déscolarisés depuis plusieurs années ont été élaborés.

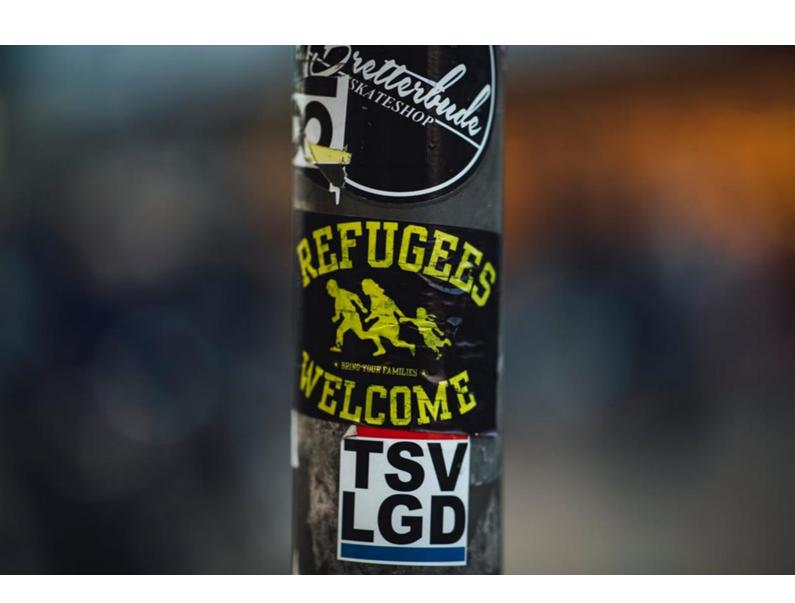
Ces pays s'engagent à faciliter l'intégration sociale des enfants, ce qui a aidé ces derniers à faire face à leur nouvelle situation. L'élaboration de stratégies de réformes pédagogiques doit toutefois se poursuivre. Les pays d'accueil, avec l'aide financière et le soutien technique de la communauté internationale, devraient continuer restructurer leurs systèmes éducatifs afin d'inclure les enfants réfugiés et migrants. Créer de multiples voies d'accès pour qu'ils réintégrer un enseignement institutionnel devrait être une priorité pour qu'ils puissent jouir de leur droit à une vie décente. Cependant, les gouvernementales individuelles ne suffisent pas.

La coordination entre les pays est primordiale afin de produire des données fiables sur les enfants migrants et réfugiés et pour entrer en contact avec eux. Créer des plates-formes de données communes permettrait de déterminer le nombre d'enfants dans le besoin et d'établir des cadres éducatifs afin de les intégrer. Une autre possibilité serait de international créer un système reconnaissance académique. Actuellement, l'UNICEF explore l'idée d'un «Passeport pour l'apprentissage » qui permettrait aux enfants réfugiés et migrants d'avoir une attestation de leur progression scolaire reconnue dans n'importe quel pays. Toutefois, cela ne peut fonctionner sans l'accord de tous les pays

d'adopter ce « passeport » et sans une profonde restructuration des différents systèmes académiques dans le monde.

De nombreuses possibilités doivent encore être explorées, et l'UNICEF et ses partenaires continuent à travailler pour unir les gouvernements autour d'un programme stratégique commun afin de donner aux enfants réfugiés et migrants les opportunités qu'ils méritent d'avoir.

Traduit par Agnès Cristoforetti



ECOFIN: Commerce électronique et possibilités d'emploi

Par Tilia Benattou

Si la notion de commerce électronique est plutôt récente, le secteur a connu une expansion rapide dès la fin des années 1990, ce qui a offert de nouvelles perspectives, mais aussi causé des difficultés. En effet, le commerce en ligne a bouleversé le marché, et ainsi la dynamique de l'emploi. En permettant au monde entier l'accès en ligne à des biens et des services qui, d'ordinaire, physique, une réalité impliquent digitalisation du commerce a engendré de nouveaux modèles commerciaux, nouveaux produits et de compétences. En somme, de nouveaux besoins étaient créés.

Malgré la disparition de certains métiers traditionnels dans la transition vers le commerce en ligne, la numérisation a d'abord été une chance pour nombre de personnes ayant un faible niveau de compétences. La plupart des entreprises ont commencé à externaliser leur production dans des pays à faible coût de main-d'œuvre, ce qui a permis à la population de ces derniers de trouver un emploi, avec toutefois des conditions de travail loin d'être idéales. Par la suite, ces pays ont commencé à développer leur propre commerce en ligne, augmentant la demande de main-d'œuvre à faibles salaires.

La plupart du temps, cette main-d'œuvre était formée non seulement de personnes ayant

un faible niveau de compétences, mais aussi de réfugiés. En effet, le travail en ligne reste une zone grise de la législation et est presque envisagé comme un « commerce informel ». Ainsi, même si un pays d'accueil applique des restrictions quant aux types d'emplois auxquels un réfugié peut accéder, le secteur du commerce électronique reste libre d'accès. Toutefois, les attentes évoluent au même rythme que le secteur lui-même. De nos jours sont exigées des compétences technologiques de base que beaucoup de gens n'ont pas, parce qu'ils n'ont reçu ni l'instruction ni la formation requises.



Cette situation doit être modifiée afin de pouvoir créer davantage de possibilités d'emploi

dans ce secteur. D'une part, de courtes formations devraient être offertes aux nouveaux demandeurs d'emploi, afin de les préparer à ce nouvel environnement. Ainsi, la main-d'œuvre entrant sur le marché du travail serait d'entrée de jeu en mesure d'occuper les emplois vacants. Davantage d'efforts pourraient alors être fournis en vue d'accroître les activités. D'autre part, des cours de mise à jour pourraient être prévus travailleurs aui deviennent progressivement sous-qualifiés en raison de l'évolution des technologies. développement de programmes spécialisés pourrait se révéler essentiel à l'avenir du commerce électronique.

De nouveaux règlements seraient également très utiles pour ouvrir le secteur à davantage de personnes. En effet, à cause juridique l'incertitude qui entoure actuellement le commerce électronique, les travailleurs sont forcés de toucher à tout, c'est-à-dire fondamentalement d'occuper plusieurs postes en même temps. Si une législation spécialisée était établie afin de clarifier la situation, la répartition du temps et du travail qui en découlerait entraînerait la création de plus d'emplois pour remplacer la surcharge de travail des employés. Notons que les conditions de travail de ces derniers seraient sans aucun doute améliorées.

Comme dit précédemment, les réfugiés représentent une part importante de la main-

d'œuvre du commerce électronique. Généralement, ils sont engagés à cause de leur situation : ils ont désespérément besoin d'un emploi, et le secteur du commerce en ligne ne contrôle pas la main-d'œuvre disponible et bon marché. Mais le flou législatif et le manque de transparence qui règnent dans le secteur ne leur seront pas bénéfiques sur le long terme. Bien sûr, la demande de nouvelles réglementations causerait des problèmes à ces employés qui dépendent de la distinction subtile entre ce

qui est légal et ce qui est illégal. C'est pour cette raison que les gouvernements doivent réviser les conditions d'emploi des réfugiés et leur garantir une situation et un statut clairs.

En somme, le commerce électronique en essor a déjà un impact colossal sur le marché du travail. Si des mesures appropriées sont mises en place, cet impact pourrait indubitablement être positif.

Traduit par Camille Bays



OMS: Réorienter les efforts mondiaux de lutte contre les maladies non transmissibles

Par Tilia Benattou

Les maladies non transmissibles (MNT), appelées également maladies chroniques, sont généralement de longue durée et résultent de facteurs génétiques, physiologiques, environnementaux comportementaux. Les principaux types de MNT sont les maladies cardiovasculaires, les les maladies respiratoires chroniques et le diabète. Toutes les tranches d'âges et tous les pays sont affectés puisque chacun est vulnérable aux facteurs de risque, qu'il s'agisse de la mauvaise alimentation, de la sédentarité ou de l'exposition à des substances nocives.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2023 vise à réduire le nombre de décès prématurés dus à des maladies non transmissibles. Cependant, cet objectif pourrait ne pas être atteint d'ici 2023, car les décès causés par les maladies non transmissibles sont en forte augmentation. La pauvreté et les maladies non transmissibles sont étroitement liées puisque les plus défavorisés sont plus souvent malades et meurent plus tôt que les personnes de classe sociale plus élevée. Cela s'explique facilement : les plus modestes ont plus difficilement accès aux services de santé et lorsque c'est le cas, le coût des soins épuise rapidement les ressources du foyer.

prévention des maladies transmissibles repose sur la réduction des facteurs de risques associés à ces maladies. En raison du grand nombre de facteurs potentiels, il est nécessaire d'adopter une approche globale et de développer une étroite coordination de tous les secteurs afin d'améliorer la prévention et la lutte contre les MNT. Pour cela, il est essentiel d'investir dans une meilleure prise en charge des maladies non transmissibles notamment dans la détection, le dépistage et les traitements afin d'aider les plus démunis. Cependant, les pays dont la couverture médicale est insuffisante ont peu de chance



de fournir un accès aux soins essentiels contre les maladies non transmissibles.

Le rôle de leadership et de coordination de l'OMS est par conséquent essentiel pour la promotion et le suivi de l'action mondiale contre les MNT. Pour y parvenir, l'OMS procède à une évaluation périodique des pays en menant une enquête mondiale sur les capacités des pays en matière de lutte contre les maladies non transmissibles. Cette évaluation périodique permet aux pays et à l'OMS de suivre la situation et de déterminer quelles mesures peuvent et doivent être prises dans les différents États membres.

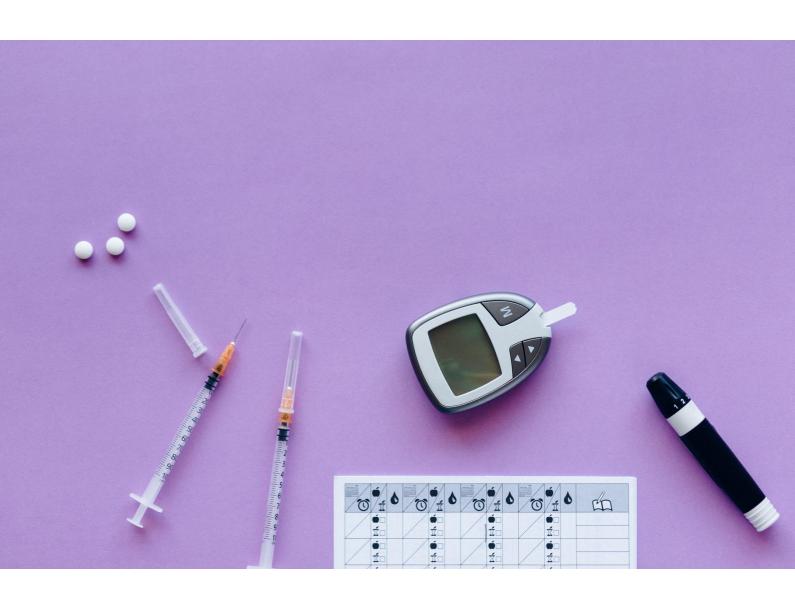
L'OMS a également élaboré le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013–2020 qui a pour principaux objectifs d'accorder une place plus importante aux MNT dans les programmes des pays et de renforcer les capacités des pays afin d'améliorer leur réponse en matière de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles. L'OMS supervise la contribution et la coopération internationale des principaux acteurs dans le monde pour promouvoir la couverture maladie universelle, mais aussi pour augmenter, par la mobilisation de ressources nationales, les moyens affectés à la prévention et à la lutte contre les MNT.

En 2018, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à prendre de nouvelles mesures pour lutter contre les maladies non transmissibles. Par exemple, ils se sont engagés conjointement à mettre en œuvre les politiques recommandés par l'OMS afin de réduire l'exposition aux facteurs de risque et sensibiliser la population. Cette déclaration politique a réaffirmé le rôle de l'OMS dans les efforts de lutte contre les MNT et a plaidé pour une stratégie mondiale plus organisée.

Le Plan d'action mondial a pris fin l'année

dernière, mais en raison de la pandémie sans précédent qui s'est propagée dans le monde entier, peu de conclusions ont été rendues jusqu'à présent. Cependant, l'OMS continue à soutenir et à apporter son expertise aux pays dans leur lutte contre les maladies non transmissibles. Les MNT constituent toujours un élément important des objectifs de développement durable et le renforcement de l'aide au développement pour y faire face est toujours une priorité internationale.

Traduit par Marion Polvet



Délibération sur le commerce électronique: Créer des opportunités d'emploi en mettant l'accent sur l'inclusion des réfugiés

Par Barbara Tabea

Avec l'invention d'Internet, les entreprises ont désormais la possibilité de fonctionner entièrement ou partiellement en ligne. Amazon, à l'origine simple librairie en ligne, est devenue la plus grande entreprise de commerce électronique, et a ainsi prouvé l'énorme potentiel de la vente sur Internet au 21 e siècle. Aujourd'hui, on peut commander n'importe quoi sur Amazon, des appareils électroniques aux soins cutanés, et de presque partout dans le monde. commerce électronique offre plusieurs avantages, notamment la possibilité de télétravailler, et même celle de se mettre à son compte. Travailler dans un bureau nécessite un permis de travail et de nombreux documents, ce qui n'est pas le cas pour créer un site de commerce en ligne. Cela signifie que les étrangers peuvent facilement le faire dans le pays dans lequel ils vivent. De plus, il n'est pas non plus nécessaire d'avoir un diplôme universitaire.

Grâce à ces avantages, le commerce en ligne semble tout indiqué à l'emploi des réfugiés. Cela fait longtemps que les réfugiés peinent à trouver des emplois, notamment en raison des difficultés d'obtention d'un permis de travail. De plus, dans certains pays, les lois ne sont pas claires sur le travail des réfugiés : doivent-ils travailler? Combien d'heures peuvent-ils le faire? Le commerce en ligne peut donc représenter pour eux une opportunité d'emploi. Certains sont doués pour les arts et l'artisanat : ils peuvent créer divers produits et les vendre sur Internet en grande quantité. Ils peuvent également se former à la création de contenus et à la conception de sites web, ce qui peut les aider à travailler dans le commerce électronique. Ils peuvent décider de se lancer dans le travail en freelance, pour obtenir des contrats avec des particuliers ou

même des entreprises. Malgré la diversité des opportunités offertes par le commerce en ligne, il existe pour les réfugiés des obstacles à l'emploi dans ce secteur. Tout d'abord, il n'est pas rare qu'ils ne soient pas formés en informatique et à l'utilisation des ordinateurs, en raison d'un accès limité à l'éducation. Cela peut les empêcher d'être actifs Internet. Ensuite, méconnaissance éventuelle de la langue peut être une barrière à la création d'une activité sur Internet dans leur pays d'accueil. De plus, les réfugiés peuvent ne pas avoir une connaissance parfaite de la culture de ce pays d'accueil, alors que cela est très utile pour déterminer un marché cible lors de la création d'un commerce en ligne.

Enfin, de nombreux foyers accueillant des réfugiés n'ont pas l'électricité ou fournissent pas un accès gratuit à des ordinateurs. Pour que les réfugiés puissent s'engager dans le commerce en ligne, les aouvernements doivent améliorer conditions de vie dans les camps, fournissant l'électricité et un accès au WIFI. Lorsqu'Internet sera disponible dans les camps, les réfugiés ayant des compétences informatiques pourront former ceux qui aimeraient travailler dans le commerce électronique. Il est également nécessaire d'améliorer l'accès à l'éducation dans les camps de réfugiés, en fournissant des tuteurs ou en leur offrant des cours en ligne accessibles depuis un ordinateur. De plus, les réfugiés devraient recevoir des formations interculturelles pour leur

permettre d'apprendre les normes et les valeurs du pays d'accueil. Le commerce électronique pourrait changer la vie de nombreux réfugiés si on leur fournissait les outils et les connaissances nécessaires à la création d'une activité sur Internet. Si Jeff Bezos l'a fait, tout le monde peut le faire!

Traduit par Juliette Chastel

C'est un oiseau, c'est un avion, c'est un sac en plastique — Pourquoi l'avenir de l'exploration spatiale sera durable, ou sera inexistant

Par Chrystelle Dejean Servières

Le temps de Curiosity est révolu, et l'atterrissage en toute sécurité de Perseverance sur Mars ouvre une nouvelle décennie pour l'exploration spatiale. Mais alors que le monde se précipite pour coloniser la planète rouge, les véritables enjeux sont plus proches de nous.

Il ne serait pas juste de commencer cet article autre chose que l'annonce l'atterrissage réussi du petit frère de Curiosity : Perseverance. Le plus récent explorateur spatial de la NASA et du JPL s'est posé en toute sécurité sur le sol martien le jeudi 18 février. Les deux agences spatiales américaines rapportent que le rover le plus sophistiqué de l'histoire de humanité à ce jour se trouve actuellement au milieu de sa zone d'atterrissage cible: le cratère de Jezero. Bien qu'il s'agisse d'une nouvelle révolutionnaire pour l'avenir de l'exploration spatiale, on peut se demander quelle sera la prochaine étape. La décennie à venir pourrait s'avérer davantage consacrée à façonner le terrain de jeu de demain qu'à repousser encore plus loin les limites du voyage spatial.

Le véritable défi semble se situer plus près de chez nous, à la fois littéralement et métaphoriquement. Des questions comme l'élimination des déchets et la pollution des océans qui en découle ont atteint la haute atmosphère. Heureusement pour nous, en ce moment, l'espace est rempli de plus de satellites et de débris artificiels d'astronautes. Ce qui signifie heureusement, nous n'avons pas à vivre dans notre propre décharge - pas encore en tout cas. Mais que se passera-t-il lorsque nous serons plus nombreux à y avoiraccès ? Tous ceux ayant déjà vécu avec d'autres personnes sous le même toit le savent, la grande question n'est jamais « Où allonsnous? », mais « Qui va nettoyer tout ça? ».

C'est peut-être le moment de s'arrêter et de se poser les vraies questions. À quoi bon repousser les limites de notre monde si cela ne peut apporter ni paix ni durabilité aux générations futures ? Pourrions-nous même maintenir le rythme, en termes de financement ? Cette course aux étoiles va-telle épuiser nos ressources ? Et le citoyen ordinaire en fera-t-il un jour partie ?

Ce qui est en jeu ici, c'est l'avenir même de l'exploration spatiale. Si elle n'est pas économiquement ou écologiquement durable, ou si elle est considérée comme un facteur de troubles géopolitiques, elle deviendra un catalyseur de tensions sociales ou perdra sa légitimité aux yeux du public. Ce qui pourrait aider à la fois au niveau du financement et de l'inclusion, c'est de permettre, voire d'encourager les entreprises privées à se joindre à la

lutte. Bien entendu, il est tout à fait normal de se méfier de l'idée d'amener notre capitalisme et nos luttes géopolitiques dans les étoiles. Alors que notre ciel se transforme déjà en un bain de sang international pour occuper le plus d'espace possible - littéralement -, l'introduction d'un plus grand nombre d'acteurs sur le terrain semble être la pire décision jamais prise dans le domaine spatial. Mais les entreprises privées y veillent depuis des années déjà. Elles se sont déjà emparées de satellites et, le 30 mai 2020, SpaceX est même

devenue la première entreprise privée à envoyer des humains dans l'espace. Au lieu de rester assis à se demander s'ils réussiront ou non dans leur prochaine entreprise, nous devrions saisir l'occasion de financer et de façonner la prochaine décennie de voyages pacifiques et durables dans l'espace.

D'énormes gains économiques pourraient être réalisés en s'appuyant à la fois sur les fonds propres des entreprises privées et sur leur capacité à innover afin de réduire leurs coûts. L'une des idées de départ de SpaceX était de ramener et de réutiliser autant de matériel que possible, au lieu de laisser les transporteurs et les lanceurs s'éloigner et encombrer davantage notre atmosphère. Les entreprises privées ont historiquement contribué à accélérer l'innovation ici sur Terre, et ce avec relativement peu de fonds publics. Elles ont déjà prouvé leur capacité à envoyer avec succès des satellites et des humains dans l'espace. La coopération officielle entre les pays a toujours pris du temps, mais l'introduction d'un plus grand nombre d'acteurs sur le terrain pourrait bien

être la chose qui permettra d'accélérer le rythme.

L'homme est à un point historique où peu de territoires, si ce n'est l'espace, restent inexplorés. Cependant, l'heure n'est plus à l'exploration sans but. Ou du moins, pas seulement. Repousser nos limites est une chose, mais soutenir durablement et pacifiquement notre voyage en est une autre. Dans cette idée, le secteur privé pourrait s'avérer être le meilleur allié de la navigation spatiale.

Traduit par Athina Danhier



Dette COVID-19—Faisons-nous des chèques que notre économie ne peut pas encaisser?

Par Chrystelle Dejean Servières

Le coronavirus a entraîné une crise économique sans précédent. Des fonds d'urgence ont

été alloués, des plans d'urgence ont été élaborés, mais qui va payer l'addition ? Une annulation de la dette est-elle réaliste ? Estce même souhaitable ?

S'il y a une chose que 2020 nous a appris, c'est que la vie peut être inestimable, mais qu'elle

a quand même un coût. "Whatever it takes" [« Coûte que coûte »] était la devise qui a guidé la plupart des dirigeants mondiaux dans leur planification d'urgence. Et pour cause : les mesures d'aide liées à la COVID-19 ont été prises en toute urgence pour atténuer non seulement les risques liés à la santé, mais également les répercussions économiques dues à

la crise. Il est vrai que l'aide fiscale inédite qui a été accordée a permis d'éviter non seulement des faillites en chaîne catastrophiques, mais également l'inflation des prix. Ces résultats extrêmement bons, une stabilisation relative de l'économie et de notre pouvoir d'achat, ne sont malheureusement pas suffisants pour cacher le fait que les dettes nationales ont grimpé en flèche depuis mars 2020.

Nous savons tous où cela va nous mener. La dernière fois que cela s'est produit, c'était en 2008. Les fonds d'urgence qui ont été alloués pour sauver l'économie des problèmes liés aux subprimes nous ont directement fait passer à des années d'austérité. Évidemment, c'est un moindre mal comparé à une défaillance pure et simple de l'économie. Toutefois, on ne se

tromperait pas complètement en considérant que la plupart des troubles sociaux qui ont affecté la décennie 2010 sont dus à ces mêmes mesures d'austérité. La montée des partis extrémistes dans les paysages politiques occidentaux a des causes discutables, mais l'une des causes qui

n'est pas souvent remise en question est l'envolée du chômage que rien ne semble pouvoir arrêter et l'impossibilité d'accéder au statut de propriétaire dans la plupart des pays occidentaux. Comme le dirait Steinbeck : le monstre de la banque est malade. Et quand il est malade, il se nourrit du travail, des paiements et des taxes des locataires et des propriétaires de terres. Souhaitons-nous vraiment que la situation s'aggrave encore ?

Le débat sur le fait de savoir si la dette COVID-19 devrait ou non être annulée, que ce soit partiellement ou en totalité, concerne tout autant la politique que l'économie. Cela ne veut pas dire que les deux doivent être considérés séparément. Les emplois de transition devraient être encore plus précaires que ce que les prévisions pré-COVID 19 avaient annoncé. Cela va avoir des conséquences désastreuses pour économies qui sortent de la récession. Par exemple, aux États-Unis, les 2,800 milliards de dollars qui sont progressivement injectés l'économie depuis l'an devraient sauver environ 13 points de PIB et représenter 129 % du PIB. Tout cela est financé par endettement. En Europe, le pourcentage d'endettement est légèrement inférieur à celui d'Amérique du Nord, mais de très peu. Chaque membre doit trouver ses propres solutions. Pour le moment, les discussions vont de l'augmentation de l'âge de la retraite à une annulation totale des dettes nationales. Désormais, à ce stade, toutes ces spéculations sont vraiment lancées au hasard. Il est encore trop tôt pour savoir, mais ce que nous pouvons déjà affirmer, c'est qu'il y aurait probablement de l'agitation sociale si l'austérité devait reprendre.

Certains diront que cette question est à remettre à plus tard. Et pour cause! À l'heure actuelle, tous les efforts devraient se concentrer sur les mesures d'aide. Toutefois, le spectre d'une crise sans fin commence

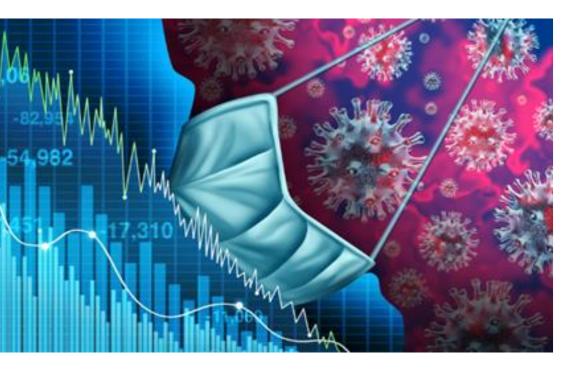
déjà à affoler. D'un côté, essayer d'annuler la dette est tout simplement trop imprudent. En fait, ce n'est même pas possible d'un point de vue légal et les économistes qui sont en faveur de cette solution demeurent une minorité. De l'autre côté, les mesures devraient rendre d'austérité gouvernements qui les prennent extrêmement impopulaires, surtout si ces mesures vont jusqu'à entraver la transition environnementale. Les ieunes particulièrement susceptibles de protester puisque ce sont eux qui payeront le plus cette dette alors qu'ils sont déjà en grande difficulté pour trouver un emploi ou acheter un bien. Personne ne sait combien de temps la pandémie va durer et l'ombre insidieuse d'une crise sans fin fait naître la perspective d'être taxé de façon durable.

Bien qu'il ne soit pas conseillé de laisser la situation reprendre ses niveaux moyens de subprimes, l'annulation de la dette n'a aucun fondement juridique dans la plupart des régions du monde. C'est encore plus évident pour l'UE. La directrice de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, l'a dit haut et fort: l'annulation de la dette serait une violation manifeste du traité de Rome, qui interdit le financement monétaire des

membres. Même si c'était possible, ce qui n'est pas le cas, une telle décision aurait ellemême des conséquences désastreuses. L'annulation d'une dette nationale contractée par un autre État soulagerait l'un mais appauvrirait l'autre. Sans compter que cela aurait des répercussions durables sur le niveau de confiance, ferait monter en flèche les niveaux d'inflation et, par conséquent, augmenterait le coût de l'emprunt pour les ménages. Ce qui, en fin de compte, aurait des conséquences pires encore sur la économique croissance puisque ménages verraient leur pouvoir d'achat diminuer considérablement.

Il est impossible d'exclure la possibilité qu'un pays soit confronté à la faillite, à l'image de la Grèce au lendemain de la crise de 2008. Les tensions sur le marché ainsi que la possibilité d'une pandémie prolongée pourraient très bien conduire les États à connaître des crises de dettes souveraines similaires. Pour l'instant, les paiements sans fin de la dette semblent plus être une illusion qu'une menace réelle. Le meilleur plan d'action serait d'établir des plans d'urgence pour déterminer ce que la dette pourra financer et comment alléger le coût que cette crise aura sur nos sociétés.

Traduit par Charline Bordat



Guerre au Tigré : le sort des victimes

Par Chrystelle Dejean Servières

La médiation commence à porter ses fruits mais le processus est lent. Pour les milliers de réfugiés pris entre deux feux, c'est trop peu, trop tard : l'impasse dans laquelle se trouve le conflit ne fait qu'aggraver leur situation.

Le 9 décembre 2020, M. António Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a annoncé qu'un accord avec le gouvernement éthiopien avait été trouvé. Pendant des semaines, le Premier Ministre Abiy Ahmed a refusé de négocier tant que le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) n'était pas désarmé ; finalement, le lauréat du prix Nobel de la paix 2019 a permis aux ONG de venir en aide aux civils touchés par le conflit.

Cependant, se rendre dans la région reste une tâche ardue. Selon la Croix-Rouge, seul 20 % du territoire du Tigré peut recevoir de l'aide humanitaire. Les forces armées s'affrontent régulièrement. Les acteurs humanitaires déclarent des centaines de victimes et prédisent que le conflit pourrait engendrer la plus grande migration humaine en 20 ans, en termes de nombre. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime à 45.000 le nombre de personnes ayant fui le Tigré et passé la frontière avec le Soudan à l'ouest du territoire. Les autorités soudanaises déclarent près de 3 000 réfugiés du Tigré chaque jour.

Si, officiellement, le conflit a commencé le 4 novembre, lorsque la capitale fédérale Addis- Abeba a envoyé des troupes armées en réponse aux attaques sur les avant-postes militaires au Tigré, on trouve des causes bien plus anciennes. Cette intensification de la violence survient après une série de provocations. Les tensions entre Mekele et Addis-Abeba avaient progressivement augmenté depuis l'élection d'Abiy Ahmed qui avait mis fin au règne de 30 ans du FLPT au sein de la coalition au pouvoir. La décision des élus tigréens de maintenir les élections prévues en septembre, défiant ainsi l'ordre du gouvernement de les reporter à cause de



la pandémie de COVID19, est l'élément déclencheur le plus récent et le plus évident. Le refus du gouvernement du Tigré de reconnaître la légitimité d'Addis-Abeba, qui aurait pu prendre fin si les élections avaient eu lieu en septembre, est toutefois la goutte qui a fait déborder le vase, incitant la capitale à entreprendre une intervention militaire.

De manière générale, la communauté internationale, et surtout l'ONU, craint que le conflit ne se prolonge et déstabilise toute la Fin novembre, Addis-Abeba annonçait la fin des opérations militaires après avoir repris la ville de Mekele ; cependant les soldats des deux camps restent présents. En découle une certaine insécurité qui empêche toute action humanitaire au-delà des grands axes routiers du nord du Tigré, laissant ainsi les zones rurales en situation précaire. Les estimations varient, mais, le 10 février, la Croix-Rouge éthiopienne déclare que près de 3,8 millions d'individus, soit plus de la moitié de la population de la région, auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Lors d'une conférence de presse en ligne, le directeur de la Croix-Rouge éthiopienne Abera Tola a affirmé que si l'accès de l'aide humanitaire à la région ne s'améliorait pas, les victimes de

faim pourraient, d'ici deux mois, se compter par dizaines de milliers. Il a ajouté que les signes précurseurs d'une famine générale étaient déjà présents et que le nombre de victimes pourrait augmenter exponentiellement.

Le 2 février, António Guterres a déclaré dans

un communiqué de presse que « des qu'une « urgentes » ainsi mesures coordination ľONU gouvernement éthiopien étaient nécessaires afin de limiter les conséquences de la guerre sur les populations déplacées et affamées. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, le Secrétaire général adjoint à la sécurité et à la sûreté, M. Gilles Michaud, et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. David Beasley se sont récemment rendus en Éthiopie. Tous les trois ont assuré avoir reçu un accueil chaleureux, signe que les efforts de médiation sont sur la bonne voie.

L'Éthiopie est au bord d'une catastrophe humanitaire. Une médiation doit être mise en place. Cependant, la fin du conflit n'étant pas encore en vue, l'aide d'urgence afin d'éviter une catastrophe à grande échelle reste notre meilleur espoir - du moins pour l'instant.

Traduit par Aude Perrin



Ralentir pour mieux avancer

Par Chrystelle Dejean Servières

L'année 2020 a marqué l'entrée dans une nouvelle décennie : il est désormais plus que jamais nécessaire de retravailler l'Accord de Paris. Les Nations Unies avaient qualifié 2020 de « super année », laquelle marquait la fin d'un cycle de cinq ans depuis l'adoption de l'Accord de Paris. En 2020, la COP 26 devait avoir lieu et le monde devait s'unir pour définir de nouveaux objectifs à atteindre en matière de climat à l'horizon 2030. Mais le COVID-19 est alors apparu : la COP 26 a été reportée à 2021 et, quant à 2020, elle est finalement presque devenue l'année où tous les progrès atteints ont été réduits à néant. Heureusement, il en a été autrement. En effet, la réduction massive des émissions de gaz à effet de serre (GES), le ralentissement de la production et le retour des dauphins dans les canaux de Venise ont fait la une de la presse internationale (même s'il n'y avait rien de réellement nouveau). Grâce au ralentissement général en 2020, nous avons ainsi pu gagner du temps. Mais saurons-nous saisir cette chance afin de voir émerger une initiative politique commune?

En 1992, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

a été unanimement accueillie comme une convention pionnière qui a ouvert la voie à l'ensemble des futures Conférences des parties, connues sous le nom de COP. Près de trente

années plus tard, le 22 avril 2020 – date du cinquantième anniversaire du Jour de la Terre, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé des nouvelles affligeantes : la température moyenne a augmenté de 0,86 °C dans le monde et les émissions de GES ont grimpé de 26 % au cours de la deuxième moitié du siècle.

Il est désormais plus qu'urgent de retravailler les Contributions déterminées au niveau national (CND). Ces dernières furent initialement introduites dans l'Accord de Paris et devaient être révisées tous les cinq ans. Le COVID-19 a non seulement reporté

la révision des CND d'une année, mais a également tout remis en question : nous sommes à présent contraints de prendre en compte un monde à jamais transformé par la pandémie. Les premières CND n'avaient pas pour objectif initial d'atteindre les objectifs dans l'Accord de Paris. constituaient un jalon, un premier ensemble de mesures qui devait être suivi tous les cinq par de nouvelles mesures ambitieuses. L'une des raisons expliquant la modération des mesures initiales est qu'un accord trop sévère aurait effrayé les membres, qui auraient choisi de se retirer. De même, des mesures trop timides auraient été considérées comme inutiles et auraient provoqué un abandon de l'accord. Il est donc essentiel de parvenir à trouver un juste milieu.

En ce sens, le COVID-19 pourrait finalement être un mal pour un bien. Nous avons besoin, non pas d'une révision ordinaire des objectifs fixés au cours des années précédentes, mais d'une révision complète du processus de négociation. La pandémie, qui a notamment mis à l'arrêt les réunions internationales, est moment idéal pour adapter notre décisionnel. processus Une première solution serait de fusionner le Sommet sur la biodiversité, la Conférence des parties et la Convention sur la lutte contre désertification afin de concentrer notre attention sur un seul et unique sommet. Une seconde solution serait de passer le délai de révision des objectifs de cinq à deux ans pour permettre davantage de réactivité. Par ailleurs, des délais plus courts seraient un moyen d'encourager les gouvernements à prendre plus rapidement des décisions plus ambitieuses.

Nous avons devant nous une chance unique : pour la première fois, l'humanité a pu inverser le temps et remédier aux conséquences de ses propres actions. Si nous voulons concevoir un meilleur plan pour notre futur, nous devons agir maintenant ou nous taire à jamais.

La question du cyberespace à l'ère de l'intelligence artificielle. Éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationale.

Par Barbara Tabea

L'époque durant laquelle les pays se menacaient les uns les autres en avançant leur arsenal militaire et nucléaire est révolue. De nos jours, les nations peuvent librement proférer des menaces politiques et mettre en place des plans de sabotage dans le cyberespace. On entend par cyberespace « l'espace de communication créé par l'interconnexion mondiale des ordinateurs » (Petit Robert, 2020). C'est une plateforme idéale pour saboter l'ordre établi d'un autre pays et ce de manière efficace et surtout, anonyme. Depuis les années 2000, de nombreux pays ont été victimes de cyberattaques. Un des cas les plus célèbres est celui de Stuxnet : un logiciel malveillant introduit par les États-Unis et Israël dans les ordinateurs et centrifugeuses du programme nucléaire iranien afin de ralentir la production enrichi. surveillance d'uranium La électronique, effectuée par les États-Unis sous Barack Obama, de plusieurs dirigeants mondiaux est un autre exemple. Ce genre de pratiques met en danger la sécurité internationale et doit être éradiqué avec la diplomatie qui était déjà utilisée avec succès dans l'Antiquité grecque et qui depuis maintient la paix mondiale.

La lutte contre la cybercriminalité s'est révélée être ardue pour la diplomatie car il est difficile d'identifier les auteurs. En effet, le cyberespace leur permet de garder l'anonymat. De plus, la Convention de Vienne de 1961, censée être la « bible des diplomatiques », cruellement de dispositions portant sur ces crimes. Cela signifie que la lutte contre la cybercriminalité n'est pas la même d'un pays à l'autre selon ce que le gouvernement considère comme adéquate. L'absence de lois internationales contraignantes pour lutter contre cybercriminalité donne aux technologiquement plus avancés le pouvoir



de saboter les moins avancés dans le cyberespace sans devoir faire face à aucune conséquence. Bien que la diplomatie soit encore limitée dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, les États victimes ont élaboré des mesures pour y remédier. Certains États ont résolu le problème de la cybercriminalité en exposant publiquement l'agresseur dans les

médias pour lui faire honte. La plupart de ces mesures sont prises par des États sans relations diplomatiques solides. Les pays partageant des liens étroits avec le pays attaquant décident généralement de régler les problèmes de cyberattaque en privé. En effet, l'exposition de ces attaques aux médias mettrait fin à leurs relations étroites.

Pour améliorer les réponses à la cybercriminalité, il est nécessaire de renforcer la diplomatie

des réseaux. Comme les diplomates ne suivent pas de formation pour résoudre les cybercrimes, ils devraient travailler en étroite collaboration avec les propriétaires de grandes entreprises technologiques comme Google et d'autres experts du secteur. De telles interactions permettront diplomates d'acquérir plus de connaissances sur la manière de maintenir la paix dans le cyberespace. Les Nations unies devraient également continuer à accueillir des sommets tels que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) de 2003, afin de permettre aux pays de négocier le fonctionnement du cyberespace et d'établir davantage de règles pour contrôler cette nouvelle dimension spatiale. Enfin, la prolifération de nouveaux domaines thématiques tels que la cybercriminalité au XXIe siècle est le signe que la diplomatie doit effectuer quelques changements pour relever les défis de notre époque. Il est

nécessaire d'actualiser les documents fournissant le cadre de la conduite diplomatique afin que la diplomatie puisse s'attaquer efficacement aux nouveaux domaines thématiques du siècle. La diplomatie est durable mais nécessite d'être constamment rafraîchie dans la mesure où le monde ne cesse d'évoluer.

Traduit par Aude Perrin et Athina Danhier



Chloé Christin, les aspiration de la Gen Z et sa mentalité +=+

Par Besma Abdallah

Chloé est une étudiante en Relations Internationales à l'Université de Genève. Elle présidera la séance du comité du conseil des droits de l'homme pendant la conference annuelle 2021 du GIMUN. Dans cette interview, elle nous fait part de ses espoirs pour un monde post-Covid et parle de l'engagement politique de sa generation.

Selon vous, qui sont les héros du quotidien? Selon moi, les héros du quotidien sont ceux qui sauvent des vies, tels que les pompiers, les personnels de la santé ou le personnel humanitaire, mais aussi ceux qui sont chargés de défendre les citoyens au quotidien, comme les policiers ou encore les casques bleus de l'ONU.

Quelle est la plus grande injustice du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui?

Malheureusement, le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui fait face à beaucoup d'injustices, c'est assez difficile d'en choisir une seule. Mais si je devais absolument en choisir une, je pense que le non accès aux biens/services de base (nourriture, eau potable, services de santé) est sûrement une des plus grandes injustices de nos jours.

Un pays n'est rien sans?

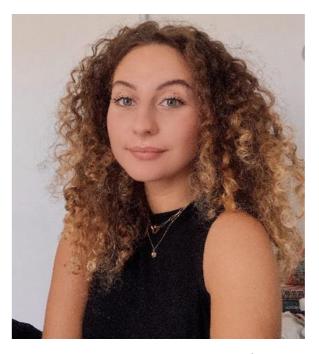
Un pays n'est rien sans son peuple et sans ses citoyens. En effet, la population est un des critères primordiaux pour qu'un pays soit considéré comme un état au niveau du Droit International. Pour expliquer mon point de vue avec une image, je pourrais dire qu'un pays peut être considéré comme le cerveau, et les citoyens comme les globules qui alimentent et font vivre ce cerveau. Sans ces globules, le cerveau ne survit pas.

Une société qui tend vers le progrès est une société qui investit dans....?

Une société qui tend vers le progrès est une société qui investit dans le futur selon moi. En effet, le progrès nous permet d'améliorer plusieurs choses, dans différents domaines, et ainsi de changer le futur (et surtout la société future). Après le progrès peut être positif comme négatif, c'est pour cela qu'il est nécessaire qu'il soit "réguler" d'une manière ou d'une autre, afin de ne pas courir à notre perte.

Si vous deviez vivre dans un pays pour le reste de votre vie, lequel choisiriez-vous et pourquoi 2

C'est une question assez difficile, car il y a de nombreux facteurs à prendre en compte, même



si j'éprouve certains intérêts pour les pays asiatiques, je pense que je choisirais les Pays-Bas ou le Canada. Tout simplement car ce sont des pays composées d'un système d'éducation de très bonne qualité, où l'anglais est largement démocratisé, mais où il y a également un multiculturalisme. Ce sont aussi des pays avec de bonnes conditions de vie de manière générale. Le seul bémol serait peut-être le climat, mais c'est quelque chose dont il faut s'habituer.

Vous définissez-vous comme émotionnel ou pragmatique?

Tout dépend du contexte. Si je n'ai pas encore pris du recul sur la situation, je serais alors plus émotionnelle, et inversement. Dans ma vie quotidienne, avec mes amis/amies ou ma famille je suis plutôt émotionnelle, alors que dans mes études je suis plutôt pragmatique.

L'inconfort: un inconvénient ou une nécessité? L'inconfort est à la fois un inconvénient et une nécessité. D'un part, l'inconfort peut nous empêcher de réaliser certaines choses, mais d'autre part, il nous rend plus fort et nous donne du courage, peut-être plus que ceux qui ne l'ont jamais connu, ou qui ne le connaîtrons jamais.

Quelle leçon de vie la crise des covid vous a-telle apprise?

La pandémie mondiale m'a appris que la collaboration entre les différents pays du monde est nécessaire, qu'il faut être solidaire, et qu'il faut lutter ensemble contre des phénomènes de cet ampleur.

Faisant partie d'une génération qui a grandi avec Internet, quelle est la meilleure chose que cela vous a apportée par rapport aux générations précédentes? Et la pire chose ?

Je pense que la meilleure chose qu'Internet m'a apportée est l'accès à des sources d'informations quasiment infinies. En effet, avec Internet il est facile de pouvoir se renseigner sur les sujets qui nous intéressent, et ce dans différents domaines, et donc de pouvoir assouvir notre soif de curiosité. Néanmoins, cette multitude de sources d'informations est aussi, dans un certain sens, la pire chose. En effet, avec Internet et surtout les réseaux sociaux, la désinformation et la transmission des "fake news" est extrêmement dangereuse, comme nous l'avons avec la crise de la COVID-19.

Pensez-vous que nous sommes plus ou moins engagés aujourd'hui?

Je pense que nous sommes plus engagés aujourd'hui, notamment au sein de la jeune génération. En effet, il est plus facile de s'engager pour les sujets qui nous tiennent à cœur de nos jours, que dans le passé. Par exemple, un partage sur les réseaux sociaux est considéré comme une source d'engagement. De plus, les jeunes sont de plus en plus sensibles aux problèmes sociétaux, et développent plus rapidement un esprit critique, qui les poussent à s'engager en faveur ou contre certaines situations.

Quelle leçon vous a aidé le plus dans votre vie ?

Je pense que la leçon qui m'a le plus aidée dans ma vie, est la fameuse formule +=+, c'est-à-dire qu'un esprit positif entraîne des résultats positifs.

Quelles personnalités publiques admirez-vous le plus?

Une grande personnalité publique française que j'admire est Simone Veil, notamment de par son rôle principal dans la lutte contre la discrimination des femmes en France, à travers l'adoption de la loi Veil. J'admire également Martin Luther King, qui s'est battu une grande partie de sa vie pour l'obtention des droits civiques pour les noirs américains aux Etats-Unis, pour lutter contre le racisme et les discriminations dont ils étaient

victimes, mais aussi contre la pauvreté et pour la paix, de manière générale.

Que diriez-vous à une version de vous du passé?

Je pense que je lui dirais de ne pas abandonner et de toujours tout donner pour les choses qui lui tiennent à cœur, même si ça peut paraître cliché comme réponse.

Que demanderiez-vous à une future version de vous-même ?

Je lui demanderais de toujours garder la motivation que j'ai acquise aujourd'hui, mais aussi de ne jamais cesser d'aider les autres et les personnes en difficulté. Et surtout, de ne pas abandonner ses valeurs, et de rester fidèle à soimême, même dans les situations les plus complexes.

Qu'espérez-vous que notre société va accomplir dans 10 ans?

Même si cela peut paraître utopique, j'espère que notre société dans 10 aura trouver une solution pour lutter contre les injustices dans le monde entier, pour lutter contre le non respect des droits de l'homme à l'échelle humaine, et aussi que les pays auront mis en place les dispositions nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique et ses multiples conséquences.



Geneva International Model United Nations



JOURNAL GIMUN | Volume 1

Geneva International Model United Nations (GIMUN) est une organisation non-gouvernementale basée à Genève, qui dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Entièrement gérée par des étudiant-e-s, son but est de promouvoir les idéaux et principes des Nations Unies en donnant aux étudiant-e-s la chance de participer à des activités éducatives.

© 2021 GIMUN. Tous les droits sont réservés.